

# ÉCHEC SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

---



**Général (cr) Henri PARIS**

Président de *Démocraties*

---

EN DÉCEMBRE 1979, L'ARMÉE SOVIÉTIQUE envahit l'Afghanistan. Elle évacue le pays dix ans après. Ce n'était certes pas la première fois, depuis 1945, que les Soviétiques intervenaient militairement hors de leurs frontières : en font foi les interventions en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968. Cependant, l'intervention soviétique en Afghanistan marque une rupture, en ce sens que c'est la première fois que l'armée soviétique intervient hors des frontières du pacte de Varsovie, délimitant strictement la communauté socialiste de type soviétique. Ce sera d'ailleurs aussi la dernière fois. L'événement est d'une importance capitale, ne serait-ce qu'en vertu de ces considérations. Il l'est tout autant en raison des conséquences qui contribuent fortement, peut-être d'une façon cardinale, à la chute du pacte de Varsovie et de l'URSS.

L'examen porte donc, dans une première partie, sur les aspects politico-stratégiques du déroulement de l'intervention, avec en préalable une brève analyse des raisons qui ont motivé l'intervention. Dans une deuxième partie, sont étudiées les questions de stratégie militaire et de tactique, avec les leçons que l'on aurait pu en tirer. À considérer l'Histoire, elle s'amuse à faire des clins d'œil et des moues de dédain.

## **L'invasion et ses causes**

À l'aube du 27 décembre 1979, une force de projection conséquente soviétique s'empare de Bagram, l'aérodrome de Kaboul, puis de la ville elle-même. L'occupation soviétique s'étend au pays entier en très peu de temps, sans rencontrer de résistance notoire, ni de la part du gouvernement déchu ni de la résistance.

La conséquence notoire est la chute du gouvernement communiste Khalq, dirigé par Hafizullah Amin, président du Conseil révolutionnaire, et son remplacement par Babrak Karmal, à la tête d'un gouvernement communiste d'inspiration Parcham.

L'intervention soviétique a surpris le monde occidental. En dehors de l'effet de surprise proprement militaire, les Occidentaux n'avaient absolument pas prévu que les Soviétiques puissent s'en prendre à un régime se réclamant du communisme et d'une alliance avec Moscou. Dernier point, le monde occidental, les Américains en premier, n'était pas axé sur l'Afghanistan, où se déroulait une sempiternelle guerre civile qui n'émouvait guère les chancelleries.

### **La nécessité de l'invasion**

L'Afghanistan joue longtemps le rôle d'État tampon entre l'Empire des Indes des Britanniques et l'Empire russe. Son régime intérieur est particulièrement instable.

D'une superficie de 652 000 km<sup>2</sup>, peuplé de 20 millions d'habitants, le pays est montagneux, cloisonné, siège de six ethnies principales. C'est plus un rassemblement démographique qu'une nation. La notion d'État est étrangère au pays.

En 1953, l'Afghanistan est une monarchie, dont le roi Zahir Shah, arrivé au pouvoir par une révolution de palais, une de plus, est plus un chef de tribu qu'un monarque se référant à une légitimité de droit divin ou constitutionnelle. Il est renversé par son cousin Daoud, dit le « Prince rouge », qui a fomenté une nouvelle révolution de palais.

Les problèmes de l'Afghanistan résident dans un réformisme indispensable et dans les relations avec le Pakistan. Ce dernier problème porte sur le Pachtounistan, région peuplée de l'ethnie pachtoune et divisée entre les deux États. Les Pachtounes afghans sont au nombre de 4 millions.

L'instabilité permanente a engendré une guerre civile larvée.

En 1961, Zahir Shah revient au pouvoir. Il a beau octroyer une Constitution, il ne peut enrayer la dégradation d'une situation qui ramène au pouvoir Daoud avec l'aide du Parti démocratique populaire afghan (PDPA), d'inspiration fortement communiste. Le PDPA se subdivise en deux fractions, le Khalq, radical, et le Parcham, réformiste.

En 1978, le PDPA renverse Daoud, par le truchement d'une révolution de palais, et établit un système de gouvernement partagé entre le Khalq et le Parcham majoritaire. Il signe un traité d'amitié, de coopération et d'alliance militaire avec l'Union soviétique, sans qu'aucun État de l'OTAN ne s'émeuve de ce passage de l'Afghanistan dans la sphère soviétique. Le PDPA est en butte à une opposition armée conduite par des traditionalistes, soutenus par des religieux islamistes comme par des chefs régionaux.

Le 16 septembre 1979, le Premier ministre Amin, Khalq, renverse le président Taraki, Parcham. La situation se dégrade encore plus car le Khalq veut accélérer les réformes, notamment la redistribution des terres, la modification du droit coutumier de succession, l'émancipation de la femme et une alphabétisation forcée. La guerre civile prend une nouvelle ampleur. La résistance comprend sept partis d'opposition, dirigés par autant de seigneurs de la guerre et de chefs de tribu. Le pays est à feu et à sang.

Le 27 décembre donc, un corps expéditionnaire soviétique intervient, renverse Hafizullah Amin et le remplace par Babrak Karmal, Parcham, modéré et réformiste, avec la mission de mener à bien des réformes, dans une approche mesurée et progressive.

### **Le raisonnement soviétique**

À Moscou, on estime qu'il n'y a plus rien à gagner avec les Occidentaux : les Américains refusent de ratifier le traité SALT-2 et la crise des euromissiles débute. Il y a raidissement entre l'Est et l'Ouest.

Les Américains doivent résoudre la crise due à la rétention du personnel américain de l'ambassade de Téhéran. Les Soviétiques estiment que les Américains, face à l'injure et à la violation du droit international, vont intervenir par la force, d'autant plus que l'Iran a toujours intéressé les États-Unis avec ses réserves pétrolières. Washington, d'autre part, s'appuie sur le Pakistan qui, comme lui, joue la carte islamiste. Les Soviétiques sentent un regain d'islamisme dans leurs républiques musulmanes sudistes, propagé notamment par l'Iran, le Pakistan et les islamistes afghans. Le seul moyen de barrer la route à la menace est de transformer l'Afghanistan en môle de résistance.

Les Soviétiques, dans leur analyse de la situation afghane, se retrouvent dans un système marxiste qui leur est familier, celui de leur propre guerre civile de 1917-

1921. Ils pensent avoir affaire à un PDPA communiste qui se subdivise par fractionnisme entre Khalq trotskiste et Parcham bolchevique. Les féodaux afghans qui s'opposent à la redistribution des terres sont les homologues des aristocrates propriétaires terriens russes. Quant à l'islam afghan, il est la proie des religieux obscurantistes au même titre que l'orthodoxie en 1917. Il en découle qu'une intervention limitée peut rétablir la situation, d'autant plus que le Parcham, à onze reprises, a demandé cette intervention. Les Soviétiques ont donc tout lieu d'estimer qu'ils seront accueillis en libérateurs par au moins une partie de la population. Le théoricien soviétique Souslov, membre éminent du Parti communiste, est chargé de mener à bien des négociations visant à l'instauration d'un nouveau gouvernement afghan d'inspiration léniniste.

S'il ne s'agissait que de renverser le gouvernement khalq, une intervention militaire serait superfétatoire. Une révolution de palais à la mode afghane aurait suffi. Mais Moscou ne se contente pas de vouloir à Kaboul un gouvernement allié. Moscou veut en finir avec la perpétuelle instabilité afghane ainsi qu'avec la guerre civile qui empêche la mise en place de réformes sérieuses et pérennes. Il s'agit aussi, certes prudemment, de faire entrer de façon durable l'Afghanistan dans le camp socialiste. Le corps expéditionnaire soviétique est donc nécessaire aux troupes gouvernementales afghanes qui pourront s'y adosser, détruire définitivement les féodaux et repousser les ingérences pakistanaises.

Moscou ne veut pas internationaliser le conflit. C'est pourquoi l'opération limitée est menée par les seuls Soviétiques qui ne font pas appel au pacte de Varsovie. Le pacte de Varsovie est essentiellement axé contre l'OTAN, mais il est conforté par des traités bilatéraux liant l'URSS à ses alliés et impliquant automatiquement leur engagement militaire à ses côtés et réciproquement. Donc, les Soviétiques pourraient demander à leurs alliés le soutien de quelques contingents, à l'image de ce qu'ont fait les Américains, ne serait-ce qu'en Corée et au Viêtnam, même à titre symbolique. Cependant, les Soviétiques ne veulent pas donner prétexte aux Pakistanais, soutenus par les Américains, de s'ingérer militairement dans l'espace afghan.

### **L'enchaînement politico-stratégique**

Il y a interférence dans le développement des événements politiques et des opérations militaires.

L'opération militaire soviétique s'étend sans que les effectifs augmentent. Ils restent limités à quelque 135 000 hommes. Les gouvernementaux afghans sont

contraints de céder le commandement militaire et politique aux Soviétiques et peuvent aligner quelque 200 000 hommes.

L'enlèvement conduit les Soviétiques à réviser leur analyse politico-stratégique et à rechercher une solution politique négociée. Des négociations sont ouvertes bilatéralement, dès 1981, entre Moscou et Washington, qui font pression sur leurs alliés-clients, Kaboul et Islamabad, pour qu'ils en fassent autant à Genève, sous l'égide du secrétaire général adjoint de l'ONU, Diego Cordovez. Islamabad implique les sept mouvements de résistance qui forment à Peshawar un gouvernement intérimaire. Il y a lutte feutrée entre ce gouvernement, représentant la résistance externe, et la résistance intérieure, tenue par les seigneurs de la guerre et ceux qui deviendront les talibans.

Finalement, en désespoir de cause, les résistants afghans se résolvent à envoyer à Genève une délégation commune, le 13 novembre 1985.

En 1986, Karmal est remplacé par Najibullah, plus réformiste, qui, sous instigation soviétique, s'efforce de mettre en route une politique de réconciliation nationale, visant une union.

En Union soviétique, la *perestroïka* de Gorbatchev a fait des progrès et prône une « Nouvelle Pensée politique », avec pour but la fin de la guerre froide et le partenariat avec les États-Unis. L'arrêt de l'intervention soviétique en Afghanistan est donc de mise.

Le 8 février 1988, le secrétaire général du PCUS, Gorbatchev, annonce unilatéralement le retrait soviétique, sous dix mois, avec une première phase le 15 mai 1988, à la condition d'une cessation des ingérences, ce qui est un vœu pieux. Washington donne son accord, ce qui démontre que les négociations américano-soviétiques ont porté leurs fruits et que les États-Unis vont suspendre leur aide tant au Pakistan qu'à la résistance afghane.

Le 14 avril 1988, Islamabad cède : l'accord est scellé sous l'égide de Washington, de Moscou et de l'ONU. La résistance interne refuse de s'incliner, à la différence du gouvernement intérimaire de Peshawar. Le gouvernement de Kaboul trouve une nouvelle légitimité, contestée cependant par la résistance interne.

Le dirigeant pakistanais, Zia ul-Haq, est victime d'un attentat, ce qui a objectivement favorisé la conclusion de l'accord, par la disparition d'un jusqu'au-boutiste.

Le 16 février 1989, le retrait soviétique est total.

La panique règne à Kaboul dans les milieux diplomatiques, jusque et y compris à l'ambassade des Etats-Unis, qui amène son drapeau dans la précipitation d'une évacuation jugée indispensable devant l'imminence de la victoire de la résistance. Or, la résistance va être refoulée par les seules forces gouvernementales. Le Parcham restera au pouvoir jusqu'en 1992, à la très grande surprise de la communauté internationale.

### **Retour d'expérience politico-stratégique**

Très rapidement, dans un délai d'un peu plus d'un an, les Soviétiques se sont aperçus d'une erreur d'analyse et de leur enlèvement politico-militaire en Afghanistan. C'est à tort qu'ils ont assimilé la situation afghane à la leur en 1917. L'Afghanistan est marqué par des luttes ethniques, voire tribales, plus que par la lutte des classes. Dès lors, dès 1981, dans le but de ne pas persister dans l'erreur, ils recherchent une solution négociée. La « Nouvelle Pensée politique » conduit les Soviétiques à passer outre à tous les obstacles et à précipiter les étapes au profit d'un retrait, même si, de fait, il est unilatéral en ce sens que les ingérences ne cessent pas. Par ailleurs, même si le gouvernement Najibullah se maintient jusqu'en 1992, la guerre civile ne cessera pas et n'a pas cessé en 2006.

### **Le déroulement des opérations militaires et leurs enseignements**

Les forces armées soviétiques ont démontré leur valeur en Afghanistan. Il n'en demeure pas moins que cette guerre, comme souvent les guerres du même genre, a été marquée par une terrible férocité développée dans les deux camps. S'il y a eu échec, ce qui est indéniable puisque la force armée de la résistance n'a pas été anéantie, cela est dû à une erreur monumentale d'analyse politique, certes, mais aussi militaire.

### **La pensée militaire soviétique**

Toute tactique découle d'une stratégie militaire, reflet d'une doctrine et d'une politique étrangères. Si chacun de ces domaines ne procède pas directement et rigoureusement du précédent, ce qui est fâcheux, il est nécessaire qu'il y ait pour le moins une stricte cohérence entre eux. Cet aspect est recherché pour toutes les écoles de pensée, mais il l'est encore plus pour la réflexion militaire soviétique et ses applications, comme la stratégie et la tactique.

En effet, les Soviétiques considèrent le marxisme comme une architecture intellectuelle et mentale, ordonnant rigoureusement toutes les activités relevant de la réflexion, et les matières militaires n'échappent pas plus à cette optique que les autres. Selon eux, la conduite de la guerre, quel que soit le niveau, obéit à des lois qu'il s'agit de découvrir – ce qu'ils ont fait – par des méthodes s'appuyant sur la déduction, l'étude raisonnée de l'histoire et des opérations militaires, en utilisant les procédés donnés par les sciences expérimentales, au sens que Claude Bernard donnait au terme.

Ainsi, la tactique et son niveau supérieur, l'art opératif couronné par la stratégie militaire, font partie d'un ensemble dénommé la science militaire, régie donc par des lois qu'il s'agit pratiquement d'appliquer mécaniquement pour obtenir la victoire. Quiconque, en revanche, transgresse ces lois ou ne reconnaît pas leur champ d'application parce qu'il a mal considéré la situation est irrémédiablement condamné à la défaite.

Ce système de pensée, rigoureux et coercitif, a imprégné le commandement soviétique, à tous les niveaux, un commandement déjà formé et éduqué, dès l'origine de ses études, dans un cadre marxiste qui se veut scientifique. C'est ainsi que la guerre est analysée et qualifiée en tant que phénomène social dont le déclenchement peut être scientifiquement prévu sans risque d'erreur. Le fait militaire échappe à l'homme, étroitement déterminé par le matérialisme historique.

Il y a lieu de remarquer que ce système de pensée était déjà, pour une grande part, sans référence au marxisme naturellement, l'apanage de l'ancienne armée impériale et reste celui de l'actuelle armée russe. Cette méthode de pensée militaire russe est issue des réformes introduites dans les forces armées russes au lendemain de leur défaite de Crimée en 1856. La réflexion s'est fondée sur les enseignements tirés de la correspondance militaire de Napoléon I<sup>er</sup> et du livre *De la guerre* de Clausewitz. Ces deux auteurs n'ont jamais été plus étudiés qu'en Russie impériale puis soviétique. Des marxistes chevronnés comme Friedrich Engels, le « camarade maréchal », ont consacré plusieurs études à Napoléon, en rappelant que celui-ci, sur le chapitre des lois de la guerre, avait écrit que, si ces lois n'existaient pas, pour le moins, il y avait de grands principes – la concentration des efforts permise par l'économie des forces, entre autres – que le chef militaire à tous les niveaux ne saurait violer sous peine d'un désastre inéluctable. Engels comme Clausewitz et Napoléon faisaient partie des lectures obligatoires de tout élève officier soviétique.

C'est pourquoi ce système de pensée a été appliqué, sans réticence et rigoureusement, par l'armée soviétique aussi bien en Afghanistan qu'ailleurs. Les Soviétiques ont estimé qu'ils lui devaient leur victoire de 1945. Et si, en 1921, ils ont été battus par les Polonais qu'aidaient les Français, c'est parce qu'ils ont transgressé l'une des lois essentielles de la guerre, celle sempiternelle de la concentration des efforts qu'autorise une deuxième loi, celle de l'économie des forces.

### **La préparation opérationnelle de l'invasion**

La préparation opérationnelle de l'intervention n'a pas été décelée par les Occidentaux, notamment par les services de renseignement américains.

Les Soviétiques avaient comme souci de ne pas dégarnir leur dispositif à l'Ouest, face à l'OTAN. En Occident, on ne se rendait toujours pas compte que le pacte de Varsovie, tout comme l'OTAN, craignait une attaque préemptive de l'adversaire. Ce vocabulaire militaire commençait à être banal dans l'arène internationale avant que le Pentagone ne l'utilise en permanence et ne le traduise en concept.

Il en résulte que l'état-major général avait estimé le volume des forces nécessaires à une intervention limitée en Afghanistan, tant dans le temps que dans ses objectifs, à quelque 135 000 hommes, compte tenu de la menace représentée par la résistance afghane et de la nécessité de renverser le Khalq. Face à ces nécessités, il avait été décidé de composer le corps expéditionnaire, la force de projection, allait-on dire vingt ans après, d'une division parachutiste d'active du cadre A (effectifs et matériels complets à 100 %) en provenance des forces de réserve générale. Le restant des forces du corps expéditionnaire appartenait au cadre C (effectifs 5 %, matériel présent à 100 % mais ancien et stocké en position de longue durée), cantonné à l'intérieur de l'URSS et relevant du troisième échelon, en cas de guerre à l'Ouest. Le complètement des effectifs du cadre C à 100 % était réalisé à partir d'une mobilisation partielle ou totale ou encore à partir du rappel des sursitaires. La mise en état opérationnel des unités du cadre C demandait un mois. Il eût été facile de faire appel à des unités du cadre B (effectifs à 30 %, matériel disponible en permanence à 100 %) mais ces unités appartenaient au deuxième échelon déployé en Russie européenne et l'état-major général craignait que les mouvements ne soient décelés par les services de renseignement occidentaux, notamment américains. En outre, cela revenait à dégarnir le dispositif à l'Ouest.

À partir de 1982, le maintien en disposition opérationnelle fut réalisé uniquement par la suppression des sursis, ce qui ne manqua pas de produire des manifes-

tations de mécontentement parmi la population estudiantine, la première touchée par la suppression des sursis. à partir de 1987, il fallut abolir la mesure et maintenir le niveau des forces engagées en Afghanistan à partir des contingents appelés normalement sous les drapeaux.

Le corps expéditionnaire soviétique est organisé très exactement sur le modèle d'un corps d'armée, face aux forces de l'OTAN, avec pour théâtre d'opérations l'Afghanistan. Cela signifie que les troupes interviendront en Afghanistan avec leurs armement et équipement de dotation normale, comme s'il s'agissait d'une guerre à l'Ouest. Ainsi, la division parachutiste emporte-t-elle avec elle ses blindés légers parachutables et aérotransportables comme les BMD-2 et 3, les BRDM, le char léger PT-76 et même de l'artillerie antiaérienne du type ZSU. Les régiments d'infanterie motorisée – le nom russe pour un régiment mécanisé – conservent leur armement de dotation BTR et BMP, transporteurs et véhicules de combat d'infanterie, comme également les chars lourds de la classe du T-72.

D'évidence, ce matériel est inadapté à la guérilla et, qui plus est, à une région montagneuse qui est l'antithèse d'un espace de combat pour blindés. Il est même stupéfiant que les dotations en artillerie antiaérienne aient été conservées. Contre quelle aviation ?

Des unités aériennes sont adaptées au corps expéditionnaire de même que des unités d'hélicoptères. Le matériel est moderne dans l'ensemble, à l'exception de celui des forces terrestres issues de la mobilisation, le premier choix étant conservé pour les forces faisant face directement à l'OTAN. C'est encore la motivation première des Soviétiques : la crainte d'une attaque en premier par surprise des Occidentaux, de même que la tentation pour eux de prononcer cette attaque en premier.

La comparaison avec les forces américaines engagées en Irak en 2003 demande à être nuancée, mais n'en demeure pas moins tangible. Il s'agit du même volume de forces, à des nuances près, de faibles nuances que ne viennent que très peu infirmer une masse de mercenaires employée par les Américains qui ne saurait excéder 40 000 hommes. Il faudrait y ajouter les contingents alliés et irakiens. En ce qui concerne le corps expéditionnaire soviétique, s'y adjoignent les forces gouvernementales afghanes. Quant au matériel, nous avons une homothétie absolue : les Américains en Irak, comme les Russes en Afghanistan une trentaine d'années auparavant, sont allés au combat comme s'ils allaient s'opposer à un adversaire du type de l'OTAN ou du pacte de Varsovie. En Irak, cela pouvait être

vrai au début de la campagne, en se heurtant à un ennemi organisé sur le modèle des armées des pays industrialisés et développés. Cela devenait faux et inadapté dès que les opérations ont tourné à la guérilla.

De là sont nés les déboires aussi bien pour les Soviétiques que pour les Américains ! Et ces derniers n'ont tiré aucun enseignement de l'aventure soviétique en Afghanistan, valable pour leur campagne irakienne.

### **Le développement opérationnel de l'invasion**

L'entrée en campagne des Soviétiques fut un modèle du genre et surprit aussi bien les analystes politiques que les spécialistes du renseignement.

La date choisie, le 27 décembre, entre les festivités de Noël et celles du jour de l'an, prit en défaut la vigilance des Occidentaux et notamment des Américains. La mise en place des troupes fut effectuée dans la plus grande discrétion, à l'abri de toute une série de manœuvres de déception. Les mouvements des troupes en Afghanistan furent réalisés dans la plus grande discipline et dans un ordre parfait. En pratique, à l'aube du 27 décembre 1979, Kaboul et l'aéroport de Bagram à son nord, à quelque 150 km de la frontière russe, furent pris sans coup férir.

Partie pour une opération limitée dans le temps et l'espace, la force de projection soviétique occupa très rapidement l'Afghanistan et épaula l'armée gouvernementale afghane sans rencontrer de grandes résistances.

Cependant, les Soviétiques, conformément à leur stratégie, ne s'intéressaient qu'aux grands axes et aux villes. L'un des buts poursuivis était de mettre en place un dispositif coupant l'Afghanistan du Pakistan, de manière à empêcher le passage de matériel de guerre et de renforts. Ainsi cloisonné, le territoire afghan serait surcroît compartimenté par les troupes soviétiques, permettant aux forces gouvernementales afghanes, quelque 120 000 combattants des forces de réserve générale, d'opérer en masse dans le compartiment rendu hermétique et de réduire l'adversaire, puis de passer au compartiment suivant. En moins d'un an, l'opération devait être terminée et le corps expéditionnaire soviétique rapatrié.

Parallèlement, les réformes devaient être mises en place progressivement, dans les compartiments pacifiés. La plus importante de ces réformes, voulue expressément par le Parcham, était la réforme agraire et une redistribution des terres, ce qui était susceptible de rallier les populations.

Cette construction théorique fut battue en brèche dès l'origine. Les Soviétiques se figuraient avoir à combattre un adversaire organisé sur un modèle occidental. Or, il n'en était rien. La résistance afghane ne disposait pas d'armement lourd. Elle se composait théoriquement de sept partis politiques formant autant de groupements de troupes. En réalité, il s'agissait d'ethnies, voire de tribus, mettant sur pied des formations armées, temporaires ou permanentes, parfois des bandes, armées à la légère, très bien entraînées à la guérilla qu'elles pratiquaient depuis longtemps. Ces forces se caractérisaient par leur mobilité, leur combativité, leur robustesse physique exceptionnelle et leur aptitude à la dissolution, suivie d'une nouvelle concentration. Il n'est possible d'avoir qu'une grossière estimation du volume de ces forces : quelque 400 000 combattants.

La frontière pakistano-afghane fut une passoire. Les Soviétiques tenaient les axes, vides de toute circulation. En revanche, à quelques kilomètres de ces axes, la montagne était parcourue d'est en ouest, sans cesse, par de multiples caravanes qui acheminaient à la résistance tout ce dont elle avait besoin. Au total, la résistance ne manqua jamais d'armement ni de munitions, en eut toujours assez pour combattre comme pour de multiples trafics.

Le compartimentage voulu par les Soviétiques ne connut pas un meilleur sort pour les mêmes raisons. Les forces soviétiques étaient continuellement harcelées, se déplaçaient sur les axes où elles ne rencontraient aucun adversaire de front. Alors, les Soviétiques se résolurent à adopter une nouvelle tactique qui consistait à monter des opérations offensives visant à détruire des concentrations adverses. Il serait fastidieux de décrire ces opérations dont l'idée de manœuvre se ramenait sempiternellement à enserrer l'ennemi dans une tenaille qu'il fallait refermer. Il s'agissait de la réédition de la bataille de Stalingrad et de Koursk, adaptée au théâtre d'opérations afghan. La plupart de ces manœuvres en tenaille tombaient dans le vide, l'adversaire se diluant sur le terrain, échappant à l'encercllement et surtout se refusant à livrer une bataille de front.

L'une de ces opérations fut même une défaite. Les Soviétiques voulaient réduire la vallée du Panshir, fief du chef de guerre tadjik Massoud, particulièrement talentueux et adversaire notable parce qu'il était capable de gangrener le Tadjikistan soviétique voisin.

L'opération fut montée avec un emploi massif d'hélicoptères, transportant des parachutistes qui formèrent les mâchoires de la tenaille, tandis que des troupes blindées et mécanisées attaquaient frontalement. Les résistants encerclés et fixés

devaient être anéantis par des forces blindées et mécanisées de réserve, appuyées par de l'aviation d'attaque au sol et des hélicoptères de combat. Massoud contre-attaqua les mâchoires parachutistes qui ne purent se refermer. De plus, les troupes blindées furent ralenties par des actions de harcèlement jusqu'au moment où le terrain permit de les bloquer. Les Soviétiques suspendirent l'opération puis décidèrent le retrait. Massoud demeura dans son fief du Panshir. Ce genre d'opérations se renouvelèrent à plusieurs reprises, sans que les Soviétiques en tirent la leçon.

Jusqu'à la fin de la guerre d'Afghanistan, les Soviétiques ne surent ou ne voulurent pas se départir de leur système de troupes organisées selon le modèle adopté initialement. Même les troupes parachutistes n'abandonnèrent pas leur matériel blindé. Il n'y eut que de faibles tentatives de s'adapter à la guérilla, menées essentiellement par les *Spetsnaz*, forces spéciales de reconnaissance armées, équipées à la légère et faisant partie intégrante des grandes unités. Mais encore, les Soviétiques répugnaient à se déplacer autrement qu'en véhicule tandis que les déplacements à pied étaient communs aux résistants.

Les Soviétiques adoptaient rigoureusement les dispositifs prévus par leur règlement. Le déplacement en terrain réputé hostile d'une section d'infanterie, soit trois véhicules blindés, ou d'un peloton de chars, soit trois chars, se faisait en colonne. Les autres dispositifs étaient en triangle, la pointe en avant en situation offensive, la base en avant en situation défensive. La ligne n'était adoptée que pour l'assaut. L'infanterie ne débarquait de ses véhicules que sur la ligne d'assaut proprement dite et faisait feu par les sabords lors de l'avance des véhicules. Les ordres étaient stricts : ne jamais se départir des dispositifs prévus.

Dans ces conditions, les routes et les pistes d'Afghanistan furent encombrées de véhicules blindés soviétiques détruits par des lance-roquettes fournis massivement par les Américains comme par des mines américaines ou de fabrication de fortune.

Dans ce type d'opérations caractérisées par la dilution et l'imbrication des combattants, l'aviation d'appui au sol ou de bombardement ne peut être que d'un appoint faible. D'autant plus que, dans les années 1980, le guidage au sol des appareils était bien moins perfectionné que dans la décennie 2000 et que la détection au sol de l'ennemi à partir des images spatiales en était à un stade embryonnaire et guère plus efficace à partir d'images aériennes parce que non transmises en temps réel. À la différence des Français qui, durant la guerre d'Algérie, avaient mis en service des T-6, avions lents et plus adaptés à la guérilla, les Soviétiques en Afghanistan n'ont pas

cherché l'emploi d'avions spécialement conçus pour cette forme de guerre. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, ce type d'appareil, l'équivalent du T-6, n'existait pas dans les pays de l'Est. Il eût fallu les acquérir sur un marché occidental ou les fabriquer et former les pilotes. Or, les Soviétiques ne se sont pas départis de leur option d'une guerre courte en Afghanistan. Ils en sont donc restés aux équipements initiaux. Par ailleurs, des équipements comme les drones de détection et de combat ne seront d'un usage courant sur un théâtre d'opérations qu'avec le nouveau millénaire.

À titre de comparaison, entrés en campagne en Irak en 2003, les Américains n'ont pas plus changé leurs habitudes que leur matériel. En 2006, ils en sont à l'évacuation de 80 chars Abrams sur les États-Unis pour remise en état. Ces chars ont été endommagés par des tirs de roquettes ou par mines, du fait de la résistance, après une phase de destruction de l'armée irakienne au cours de laquelle l'armée des États-Unis n'a perdu aucun blindé. Et il en sera exactement de même en Afghanistan.

Il n'en est pas de même des hélicoptères de combat, de reconnaissance et de transport dont les Soviétiques firent un très large usage. Surtout des hélicoptères de combat, d'appui au sol, qui représentèrent une véritable terreur pour les résistants. À partir de 1985, leur efficacité diminue avec la mise en œuvre des lance-missiles américains sol-air du type *Stinger*. Cette mise en œuvre très simple est réalisable individuellement. D'une part, les Soviétiques durent adjoindre au ventre des hélicoptères une plaque de blindage, ce qui alourdissait la machine. D'autre part, les hélicoptères durent abandonner la faible altitude pour manœuvrer contre les roquettes. Les troupes soviétiques au sol, sans être livrées à elles-mêmes, ne bénéficiaient plus que d'un appui aérien restreint.

Ce ne sont certes pas ces circonstances qui amenèrent le retrait soviétique, le 16 février 1989, soit quatre années après l'introduction du lance-missiles *Stinger*. De fait, les Soviétiques se sont rendu compte très tôt, en un an, de leur double erreur d'analyse politique et militaire, conduisant au constat de l'enlèvement. C'est ce qui les a amenés au retrait.

L'autre solution, hasardeuse pour les Soviétiques, consistait à prolonger la guerre et à changer certainement de tactique. S'y opposaient des considérations militaires et politiques. Le commandement soviétique n'était pas sans savoir que les Français, sur le théâtre d'opérations algérien de 207 700 km<sup>2</sup> avaient engagé jusqu'à 600 000 hommes. Pour en fin de compte évacuer l'Algérie ! Le théâtre d'opérations afghan représentait 652 000 km<sup>2</sup> avec un engagement de 135 000 Soviétiques et

moins de 200 000 Afghans. S'inspirant de l'exemple français, l'état-major soviétique devait alors multiplier par six le volume des forces disponibles. Avec quel résultat, en étudiant la guerre d'Algérie ! Quant au plan politique, c'est déjà du temps de Brejnev, en 1981, que datent les premières tentatives de désengagement. La *Perestroïka* de Gorbatchev avec sa « Nouvelle Pensée politique » n'a fait que les renforcer. Le retrait du premier contingent a débuté en 1988. Le 16 février 1989, il était achevé. Ce retrait s'est déroulé sans incidents, dans un ordre parfait, ce qui souligne la valeur des forces soviétiques. Le chant du cygne ? Peut-être !

### Les pertes

La tenue au combat des Soviétiques a été excellente. Certes, il y a eu de la concussion et des trafics, surtout de munitions, comme de l'usage de drogue dans les rangs des forces armées. Mais pas plus que dans l'armée américaine au Viêt Nam et beaucoup moins que dans la même en Afghanistan.

Le trafic de l'armement et des munitions est emporté haut la main par l'armée nationale afghane alliée des Américains, en 2010, tandis que celui de la drogue l'est, tous records confondus, par l'administration Karzaï sous égide américaine. L'armée française du temps de la guerre d'Algérie demeure un modèle de vertu : aucun trafic, ce n'était pas dans ses mœurs.

D'après les données communiquées par l'état-major général soviétique, du 27 décembre 1979 au 16 février 1989, les pertes en Afghanistan s'élèvent à 13 833 hommes dont 11 381 tués au combat. La différence est due aux accidents. En fonction d'une règle qui conduisait à l'époque à estimer qu'à un tué correspondaient 2,5 blessés, le nombre de combattants hors de combat atteint près de 40 000, soit de l'ordre de 4 500 par an. Par rapport aux effectifs engagés, ces pertes sont comparables à celles des Américains en Corée et au Viêt Nam, mais supérieures à celles des Français en Algérie. La proportion d'officiers tués chez les Russes est notable, atteignant 15,42 % des pertes. Cela s'explique, certes, par le sens du devoir de l'officier, mais aussi par l'organisation de l'armée soviétique qui avait beaucoup moins de sous-officiers que les armées occidentales, moins d'un tiers, mais remplaçait ces sous-officiers par des officiers dans les postes subalternes, donc au contact de l'ennemi. Vieille tradition héritée des armées impériales russes !

Le nombre des déserteurs a été infime, mais il y a lieu de prendre en compte l'âpreté et la sauvagerie de la lutte, ce qui explique la faible propension à la désér-

tion comme à la capitulation, de part et d'autre. Une centaine de prisonniers ou de déserteurs ont été dénombrés, dont une trentaine ont été remis à la Croix-Rouge. Certains ont demandé le droit d'asile en Occident pour finalement être rapatriés en Russie, à leur demande.

En 1988, les Soviétiques ont élevé une réclamation auprès du Pakistan, visant le sort de 311 disparus qui auraient été détenus au Pakistan. Il s'est révélé qu'un tiers étaient des tués et deux tiers, effectivement, des prisonniers, aux dires des Pakistanais.

Au total, les Soviétiques ont eu à déplorer au plus 400 prisonniers dont une vingtaine d'officiers. Toutes les redditions ont été individuelles. Quitte à une répétition, ce faible nombre s'explique par le caractère acharné de la lutte qui ne laissait pas de place à une quelconque pitié ou commisération. Du côté soviétique, la perte en ligne des prisonniers et déserteurs en Afghanistan est inférieure à celle du côté américain au Viêtnam et supérieure à celle des Français en Algérie.

La campagne d'Afghanistan n'a pas servi aux Russes de leçon tactique, opérative ou stratégique au plan strictement militaire. Quelques années plus tard, engagés dans un conflit du même genre en Tchétchénie, ils commettent les mêmes erreurs, notamment dans l'emploi des blindés. Ils entreront en campagne en Tchétchénie avec la même organisation qui avait prévalu en Afghanistan. Ce n'est qu'à la lumière des échecs de la première guerre de Tchétchénie qu'ils tireront des leçons qui amèneront des modifications dans l'organisation des forces et, à partir de là, une amélioration de l'efficacité des troupes dans des opérations asymétriques.

L'armée soviétique opérant en Afghanistan est encore excellente. Ce n'est que par la suite qu'elle s'effondre dans le sillage de l'État soviétique, tant dans son organisation que dans son moral, et qu'elle est rongée par la corruption.

En revanche, si les Russes ont été très longs à tirer au plan militaire les leçons de la situation asymétrique dans laquelle ils se trouvaient en Afghanistan, cela n'est pas vrai au plan politique. En effet, dès 1981, ils recherchaient une solution négociée au conflit, comprenant qu'ils s'étaient fourvoyés dans leur analyse, en voyant une similitude des configurations sociopolitiques entre la Russie de 1917 et l'Afghanistan de 1979. Cela rend encore plus étonnante leur absence d'autocritique militaire, alors que les Russes sont réputés pour être de fervents théoriciens attachés à la réalité des faits.

Le retrait russe d'Afghanistan a eu lieu, cependant, trop tard, près de huit ans après la reconnaissance de leur erreur d'analyse, elle-même causée par une croyance aveugle dans un raisonnement marxiste. La propagande, abondamment déversée, s'en était fait l'écho à outrance. La chute n'en fut que plus dure. Ainsi, au lieu de se féliciter de ce retrait, l'opinion publique russe tint grief aux dirigeants politiques de l'intervention, sans se rendre compte que ces dirigeants n'étaient plus ceux qui avaient initié le conflit. Allant au-delà très rapidement, c'est le marxisme, en tant que philosophie et politique, qui est mis en cause. L'échec afghan a considérablement contribué à l'effondrement du système marxiste et de l'URSS.

Cependant, en 1988, des premières leçons politiques avaient été tirées. L'article 113 de la Constitution avait été amendé en soumettant désormais obligatoirement tout engagement des forces armées à l'extérieur du territoire national à l'assentiment du Soviet suprême, c'est-à-dire à l'époque la chambre des représentants, devenue la Douma. Tout renouvellement d'une aventure afghane est donc théoriquement impossible. Cet amendement subsiste dans la Constitution russe de 1993 et il existe dans toutes les grandes démocraties, y compris aux États-Unis.

C'est plutôt le progrès scientifique et technique dans son élévation constante, et le bond observé depuis 1990 qui ont considérablement augmenté l'efficacité des troupes organisées dans les conflits, y compris ceux relevant de l'asymétrie et de la guérilla. La révolution dans les affaires militaires a permis l'introduction des drones et autres vecteurs non pilotés. Les systèmes de détection ont été valorisés avec une ampleur inattendue, ce qui conduit la force aérienne à jouer un rôle primordial.

En contre-mesure consciente ou non, la guérilla ou la résistance ou encore le terrorisme se réfugient dans des systèmes asymétriques rejetant tout procédé susceptible de donner prise à la détection électromagnétique ou autre. Le vecteur piloté, dans ce champ d'application comme dans l'appui au sol, tend à être remplacé par le drone.

Cependant, les Américains se sont empêtrés politiquement et militairement, comme les Soviétiques trente ans auparavant. Avec le même résultat prévisible.

Au Kremlin, dans la mesure où l'on se sent les héritiers des communistes, on n'a pas fini de ricaner sur l'appui que les Américains ont donné aux islamistes. Les Américains, pas plus que les Soviétiques, n'ont tiré aucun retour d'expérience des conflits afghans. Lors du retrait soviétique, en février 1989, en regard de la longévité du régime de Najibullah, qui a duré jusqu'en 1992, les Américains auraient été bien inspirés de négocier avec lui, plutôt que de laisser arriver au pouvoir les Talibans.